



Stratégies pour un Développement Durable du Système Semencier

En République Démocratique du Congo



Seed Systems Group, Nairobi, Info@seedssystemsgroup.org,
Tel.: +254 20 525 8042, www.seedssystemsgroup.org



République Démocratique du Congo-Le Pays en chiffres

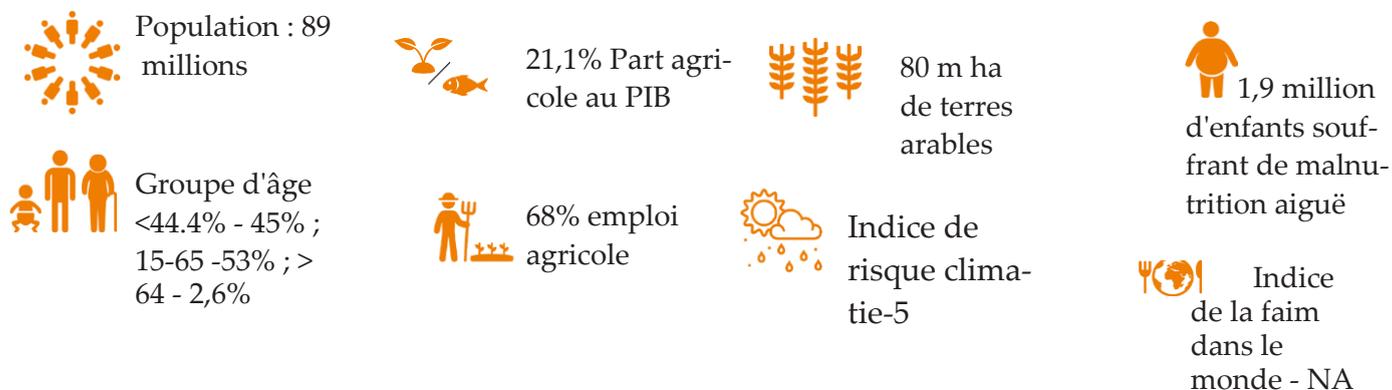


Figure 1 : République démocratique du Congo en chiffres

Profil nutritionnel

- La RDC se caractérise par des taux élevés de retard de croissance chez les enfants (45%) et des taux élevés de pauvreté absolue (80%).
- Les taux de surpoids et d'obésité sont plus élevés chez les femmes vivant dans les zones urbaines (19 %) que chez celles vivant dans les zones rurales (9 %).
- La figure 2 montre quelques données sur la nutrition en RDC, les données pour la diversité alimentaire et la consommation moyenne de fruits et légumes par habitant n'étant pas disponibles

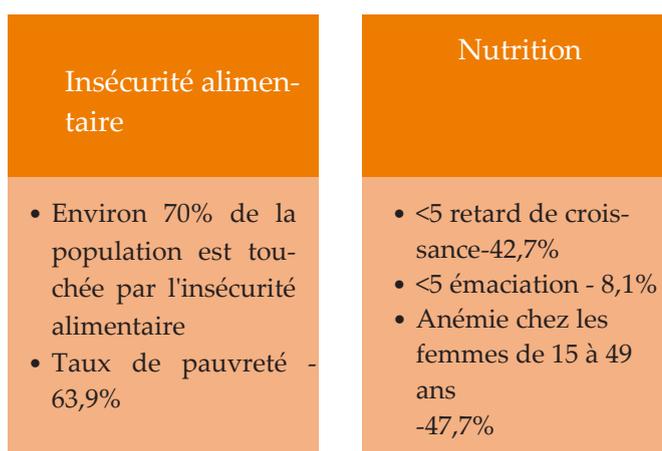
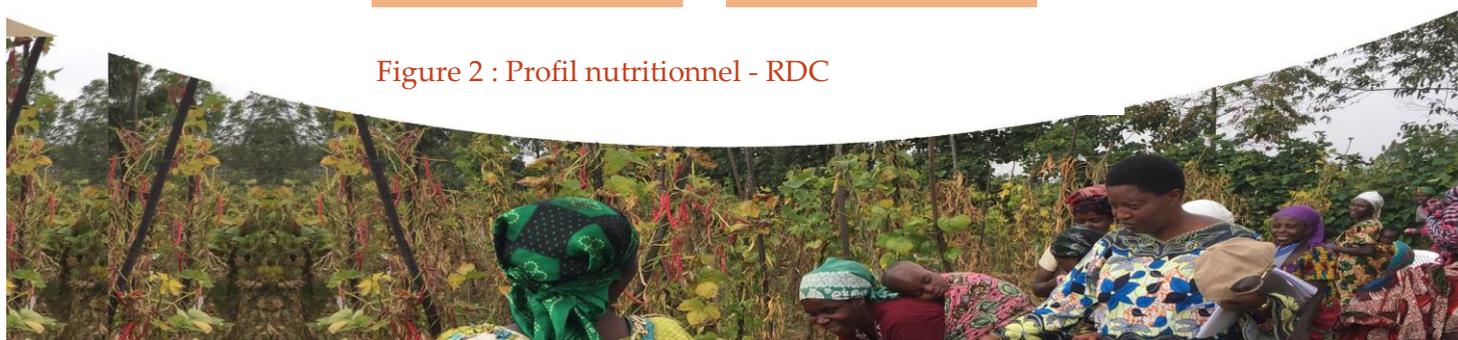


Figure 2 : Profil nutritionnel - RDC





Les Cultures Principales

Le manioc est la culture

Dominante en RDC, suivi du maïs, du riz, du haricot, du niébé, de l'arachide et du soja (Figure 3). Le maïs (jaune et blanc) est la principale culture vivrière après le manioc. Les plantains sont

une autre importante culture cultivée

à des fins commerciales et de aussi

de consommation. Les principaux

légumes locaux produits sont l'au-

bergine, le chou, le chou chinois, l'o-

ignon de printemps, le gombo et l'o-

ignon. On peut attribuer le déclin de

la production alimentaire dans le

pays à plusieurs facteurs, notamment

la perturbation des régimes pluvio-

métriques,

l'augmentation de la pression phytopathologique causant beaucoup de maladies, la baisse de la fertilité

des sols, les semences de mauvaise qualité, les pratiques culturales inadaptées ainsi que l'impact négatif

des conflits sociaux et politiques qui ont frappé le pays au cours des dernières décennies.

La tendance des rendements des

principales cultures (figure 4) a

stagné au cours de la dernière décen-

nie. Le rendement de l'arachide, qui

était faible (0,8 tonne/ha) en 2008, est

tombé à 0,6 tonne/ha en 2017 en rai-

son du manque de variétés amélio-

rées. Des tendances similaires sont

observées pour le maïs, le riz et l'ha-

ricot.

Le potentiel de terres irrigables est estimé à 7 millions d'hectares, ce qui laisse présager de lendemains

meilleurs pour une augmentation de la productivité. Les revenus qui pourraient être générés par le secteur

agricole et les produits dérivés sont estimés à 10 milliards de dollars américains par an. Toutefois, ce poten-

tiel est loin d'être atteint en raison de problèmes dans le secteur, tels que le manque de programmes d'amé-

lioration variétale et de bons systèmes semenciers. En conséquence, la RDC est un important importateur

de produits alimentaires. Les petits exploitants agricoles sont estimés à environ 6 millions de ménages,

couvrant une superficie de 6 à 8 millions d'hectares.

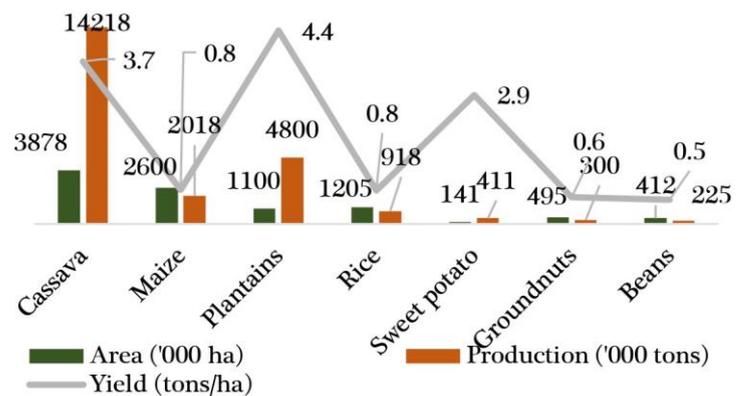


Figure 3 : Profil de cultures (2017) - RDC

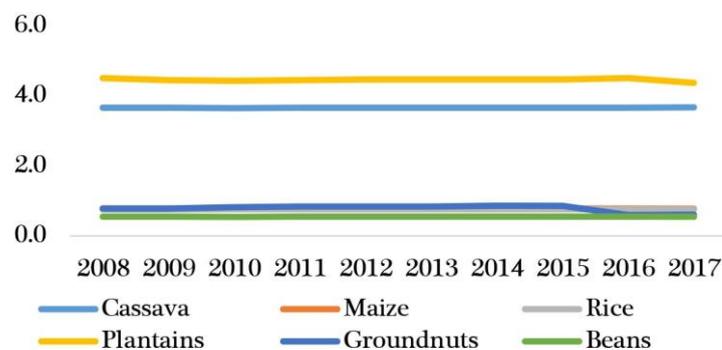


Figure 4 : Évolution des rendements (tonnes/ha) - RD Congo



Sélection, développement et sortie variétale

L'Institut national d'études et de recherche agricole (INERA), relevant du ministère de la recherche scientifique et de la technologie, est l'organisme national de recherche. Les activités actuelles de l'INERA se limitent aux essais variétaux et à la sélection conservatrice en raison, entre autres, de l'insuffisance de lignes budgétaires et du manque d'équipements et d'infrastructures.

Les projets de recherche sont généralement financés par les instituts du CGIAR et les bailleurs de fonds. De nombreux programmes de recherche sont bloqués du fait de l'arrêt de certains projets.

L'INERA compte 16 stations de recherche réparties dans les 14 différentes zones agro-écologiques du pays. Les principales cultures sont le manioc, le maïs, les légumineuses (haricots, arachides et soja), le riz et les tubercules. La recherche agricole est menée en étroite collaboration avec des centres de recherche internationaux, notamment l'IITA, le CIAT, Biodiversity International, CIMMYT, IRRI, ICRAF, AFRICARICE, CIP, Harvest Plus et NACCRI (Ouganda) pour pouvoir avoir accès à des lignées améliorées pour des essais d'adaptabilité.

L'IITA travaille en collaboration avec l'INERA pour la production de semences de pré-base pour les cultures principales, dont le maïs, le niébé, l'arachide, le haricot et les légumes. L'INERA est également activement impliquée dans les réseaux de recherche organisés dans le cadre sous-régional et régional (ASA-RECA, CORAF, SACCAR, FARA, IRAZ et CIALCA).

L'INERA comprend cinq centres de recherche, chacun situé dans une zone agro-écologique du pays : M'vuazi dans la province centrale du Kongo ; Gandajika dans la province de Lomami ; Yangambi à Tshopo ; Nioka en Ituri, et Mulungu au Sud-Kivu. Le centre de Mvuazi de l'INERA a sorti 22 variétés au cours des trois dernières années : haricots (4), maïs (3), manioc (5), soja (3), arachide (4) et niébé (3). L'INERA-Mulungu a sorti 14 variétés depuis 2015.

Les programmes de sélection actuelles mettent l'accent sur le développement de variétés pour l'adaptation climatique (sécheresse), résistances aux parasites et maladies, de céréales bio fortifiées (avec des micro-nutriments tels que le zinc et le fer) et enrichies en protéines de qualité. Parmi les principales caractéristiques en cours de développement variétal figurent la hausse des rendements et tolérances aux maladies pour le maïs et le riz ; des variétés bio fortifiées pour le maïs (protéines de qualité), le riz (vitamines), le haricot (zinc et fer) et le manioc (provitamine A). L'INERA travaille actuellement sur sept variétés de manioc en vue de leur enregistrement et de leur sortie : Vuvu, Ilona, Kansakako, Mugohi, Litoy, Nabana et Sawasawa. Un projet visant à sélectionner des variétés de manioc riches en bêta-carotène, résistantes aux maladies et à haut rendement est en cours à l'INERA.

Le Centre de Recherche du Maïs (CRM) qui est basé au Katanga a un partenariat avec le CIMMYT pour l'approvisionnement en lignées fixées pour leur programme de développement variétal.



La Faculté des sciences agronomiques de l'Université de Lubumbashi (UNILU), dans la province du Haut-Katanga, est également impliquée dans la recherche et a développé cinq variétés de maïs. La Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa a participé au développement d'hybrides de maïs améliorés et a commercialisé un nouvel hybride, l'UPN1, en 2019. L'UPN travaille également au développement de cinq hybrides de maïs à trois voies avec le matériel du CIMMYT. L'ACDI, une ONG dans la province du Kwilu, mène des activités de recherche sur les légumineuses et a sorti trois variétés améliorées d'arachide et deux variétés de niébé.

Environ cinq hybrides à trois voies ont été créés au cours de la saison agricole 2018-2019 et devraient être évalués la prochaine saison avant que le processus d'enregistrement et de sortie variétale ne commence. L'UNILU et l'INERA partagent également la même vision pour développer des variétés hybrides de maïs. Les organisations travaillent en collaboration avec le CIMMYT, qui a déjà accordé des licences pour produire des variétés hybrides de maïs. En outre, l'INERA, en collaboration avec HarvestPlus, mène des essais sur des nouvelles variétés hybrides riches en pro-vitamine A. Les activités de recherche de l'INERA sur le riz sont actuellement basées sur la collecte et la conservation de variétés de riz pluvial et de plaine, l'entretien des variétés et la multiplication des semences de pré-base et de base. La collection pour les zones de plaine a été enrichie de 26 nouvelles accessions provenant d'AfricaRice, tandis que la collection pour les zones pluviales comprend plus de 330 variétés/entrées. INERA M'vuazi travaille sur les variétés de soja suivantes en vue de leur enregistrement et leur sortie variétale: Buadi, Ntela et Davi's. Aucune nouvelle variété d'arachide n'a été commercialisée.

Le catalogue variétal national a été récemment mis à jour en 2019. Plus de 90 variétés de cultures principales ont été développées au cours des 5-6 dernières années, notamment : le maïs (17), le riz (11), les haricots (29), l'arachide (11), le niébé (5) et le manioc (19). Il s'agit notamment de variétés de maïs bio-fortifié (2) et à teneur en protéines améliorée (3), de quatre variétés de haricots à forte teneur en fer et de quatre variétés de manioc bio-fortifié. Pour les différentes cultures, plusieurs variétés ont été retirées du catalogue car l'INERA n'a pas pu maintenir la pureté génétique de ces variétés faute de ressources.

L'INERA compte 19 sélectionneurs pour les cultures vivrières de base (céréales, légumineuses, racines et tubercules), dont quatre pour le maïs, trois pour le riz, quatre pour les légumineuses, sept pour le manioc et un pour les tubercules. Cependant, ils ne sont pas tous en pleine activité en raison du manque d'infrastructures et de ressources financières. L'INERA manque d'équipements de base et ne dispose d'aucune installation interne pour la production de semences de première génération.

L'IITA dispose d'un laboratoire de culture d'embryons pour les cultures à multiplication végétative, d'une capacité de 50 000 plantes par an dans une station de l'INERA. Un grand laboratoire a récemment été ouvert à la station de recherche Kalambo de l'INERA, Bukavu. De plus, quatre sélectionneurs travaillent à



l'UNILU sur l'amélioration du maïs. L'UNILU dispose de ses propres laboratoires, dont une petite installation de culture d'embryons et suffisamment de terrains cultivables pour les tests variétaux. L'UPN compte également un sélectionneur de soja et trois sélectionneurs de maïs

Plan d'actions

- Introduction de variétés hybrides améliorés à haut rendement de maïs, de riz, d'arachide, avec des critères spécifiques et issues de programmes de recherche internationaux et régionaux. La sortie de 20 à 25 hybrides et/ou variétés de ces cultures est proposée sur une période de cinq ans. Des hybrides ayant un rendement et des niveaux de performance compétitifs seront commercialisés. Parmi les principales sources et le potentiel en rendement, on peut citer :
 - ° *Le maïs* : Introduction d'hybrides F1 du CIMMYT et évaluation comparative de l'UPN1 sorti en 2019. Introduction d'hybrides à haut rendement de l'IITA.
 - ° *Le manioc* : Introduction de variétés de manioc améliorées présentant d'importantes caractéristiques telles que (a) un rendement élevé ; (b) une teneur élevée en matière sèche ; (c) ramification moyenne ; (d) une résistance à la maladie de la strie brune du manioc ; (e) des variétés résistantes à la maladie de la mosaïque du manioc ; et (f) des feuilles vertes persistantes. Appui pour la multiplication de boutures pour les entreprises semencières privées.
 - ° *Le riz* : Tester des hybrides et des variétés améliorées d'AfricaRice
 - ° *Les haricots* : Les variétés peuvent être obtenues auprès des centres de recherche nationaux et régionaux des pays voisins.
 - ° *Arachide* : variétés améliorées de l'ICRISAT, du Centre de recherche atomique de Bhabha (BARC), de l'Inde et du Niger
- Renforcement des capacités pour la maintenance des lignées parentales de maïs à l'INERA
- Un programme de formation pour 16 étudiants en cycle de maîtrise et trois étudiants en cycle doctorat (hybrides de riz et espèces maraîchères). Ceci à travers un programme d'échanges avec des universités de pays d'Afrique occidentale, notamment le Ghana (WACCI) et le Kenya; et l'Inde pour les sélectionneurs horticoles. Les sélectionneurs en cycle de maîtrise seront aussi formés sur la création d'hybrides maraîchers, en plus des autres cultures principales.



Systemes semenciers

L'INERA et l'UNILU sont les seules entités pourvoyeuses de semences de pré-base en RDC. Aucune autre entité du secteur privé n'a de licence pour la production de semences de pré-base. Cependant, l'INERA sous-traite avec certaines entités privées pour la production supplémentaire de semences de pré-base afin de réduire les coûts de production. Les deux institutions travaillent en étroite collaboration avec d'autres institutions et projets agricoles tels que les institutions du CGIAR (IITA et Harvest Plus). Même si les producteurs locaux ont accès aux semences de pré-base de ces instituts dans certaines régions, la disponibilité demeure encore un défi. Dans ce cas, les entités tierces produisent les semences de pré-base sous la supervision technique de l'INERA. Le SENASEM est l'agence nationale responsable de la certification des semences.

Tableau 1 : Coût de production des semences de pré-base et prix de certaines cultures vivrières

Crops	Production cost per hectare (US \$)	Crop yield (tons/ha)	Price per kg (in US\$)
Maize	1915	1.5	2,5
Rice	1900	0.8	2,5
Groundnuts	1200	1	3,0
Beans	910	0.8	3,0
Cowpeas	1370	0.6	3,0
Soybeans	1370	0.6	3,0
Cassava	-	20000 LM	0.06 \$/LM

Environ 90 à 95 % de la production de semences de pré-base de l'INERA provient d'organisations internationales (comme la FAO) et d'ONG locales, le reste étant fourni par des producteurs de semences privés pour la production de semences certifiées.

Actuellement, environ 3% seulement (figure 5) des besoins en semences certifiées sont satisfaits.

Des projets de développement agricoles tels que :

Programme d'appui aux centres d'approvisionnement alimentaire de Kinshasa (PAPAKIN), Développement du pôle de croissance, le projet au Bas-Congo (PDPC) à l'ouest et

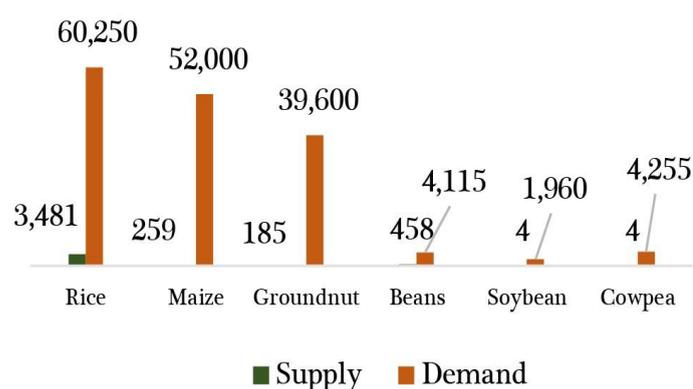


Figure 5 : Écart entre l'offre et la demande en semences (tonnes) - RD Congo



PARRSA au nord achètent également des semences à l'INERA. PAPAKIN se procure les semences de pré-base auprès de l'INERA et approvisionne 20 groupements agricoles et trois ONG. Les semences certifiées produites sont ensuite distribuées aux groupements agricoles pour leur cultures. PAPAKIN a produit environ 1000 tonnes de semences de maïs, manioc, arachide et niébé en 2018. Les projets financés par la Banque mondiale comme PARRSA (en Mongala, dans le nord et Ubangi dans le sud) et PDPC (Kongo Central) utilisent un mécanisme de cofinancement pour la production semencière avec une part de 50% pour les producteurs et les banques.

Il existe actuellement une forte demande de semences et de plants améliorés de la part des petits producteurs, qui n'est que très peu satisfaite. En général, la population n'est pas très informée de l'importance et des avantages des semences améliorées. Cela est dû à la faible diffusion des innovations. Environ 5 % des petits producteurs sont conscients de l'importance et des avantages des semences améliorées. Le marché des semences n'est pas formellement bien structuré. Il reste largement informel et reste difficile à évaluer. Les petits producteurs n'ont souvent pas accès à des semences de qualité à des prix abordables et n'utilisent des semences améliorées que dans des cas spécifiques, notamment ceux qui sont assistés par des organisations humanitaires (ONG, FAO, etc.). Pour les opérateurs de semences qui sont capables de produire une certaine quantité de semences de bonne qualité, la commercialisation reste aussi un goulot d'étranglement. Les semences sont parfois vendues comme aliments à des prix extrêmement bas en raison des problèmes rencontrés dans la chaîne des valeur semences. L'industrie semencière de la RDC, qui en est à ses débuts a besoin d'une nette amélioration.

La République démocratique du Congo a encore un long chemin à parcourir pour parvenir à une situation où les producteurs auront facilement accès aux semences pour les nouvelles variétés. L'accès des petits producteurs aux nouvelles variétés, développées par les chercheurs congolais, est limité en raison des problèmes au niveau de la chaîne de valeur des semences améliorées. La distribution et la diffusion des semences améliorées restent limitées en raison du manque de producteurs fiables, du contrôle insuffisant de la qualité des semences et de l'implication très modeste du secteur privé. La multiplication des semences est en grande partie le fait d'associations ou de coopératives de producteurs ayant une capacité réduite pour mettre en place un véritable système de production et de commercialisation des semences.

Depuis 2002, la RDC, en collaboration avec les partenaires techniques et financiers, a développé plusieurs programmes et projets pour améliorer le sous-secteur des semences, notamment PARSAR, PRE-SAR, PRAPE, PRAPO, HUP et PAIDECO, financés par la BAD et le FIDA. Cette dynamique est maintenue dans le cadre de la coopération avec la FAO, le gouvernement Belge et la Banque mondiale. La FAO a contribué à (a) renforcer les capacités opérationnelles du SENASEM, (b) mettre à jour le catalogue variétal, (c) moderniser l'équipement des laboratoires de Kinshasa, et (d) rédiger la loi sur les semences.



Depuis 2014, un nouveau plan national des semences a été élaboré, et qui vise à soutenir le pays en matière de (i) stratégies de développement du sous-secteur semencier, et (ii) plan intégré d'investissement prioritaire pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de chaque segment du système semencier national.

Actuellement, il existe 12 sociétés semencières privées opérant dans les quatre régions de la RDC où les activités semencières sont importantes. Sept des douze entreprises semencières sont des entreprises locales et la plupart sont nouvelles, ayant démarré leurs activités en 2016. Les autres sont des sociétés semencières internationales, dont la plupart sont basées dans la région sud de la RDC. Sept sont situées à l'est, quatre au sud et une à l'ouest.

NASECO, une société basée en Ouganda, produit des semences certifiées en RDC. NASECO est la première entreprise ayant mis sur le marché un hybride avec des résultats satisfaisants sur l'est du Congo et vend actuellement environ 100 tonnes dans trois provinces. Toutes les semences vendues par NASECO sont actuellement produites en Ouganda. D'autres sociétés semencières régionales comme SeedCo et Pan-nar vendent des semences en RDC en particulier aux producteurs de la région autour de Lubumbashi. Aucune multinationale n'opère dans l'est du Congo. Les coopératives semencières sont actives dans la production de semences certifiées, mais la plupart fonctionnent grâce au financement des bailleurs de fonds. Environ 20% des producteurs de maïs se procurent des semences de pré-base auprès des SNRA des pays voisins comme le Burundi, le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda, à un taux inférieur à celui des semences de pré-base de l'INERA.

Ets Munga est l'un des principaux partenaires pour la production de semences d'ELAN RDC dans la région orientale et produit environ 300 à 400 tonnes de semences par an. ELAN RDC est un projet de développement de systèmes de marché en RDC financé par UKAID et mis en œuvre par Adam Smith International. Actuellement, environ 12 sociétés semencières privées opèrent dans quatre régions, notamment des sociétés comme Mimosa (109 tonnes), Bon Berger (43 tonnes), Strategos Plantations, Aidive et AFME. La majeure partie des semences en volume, provient du maïs.

CEPROSEM est une entreprise engagée dans la production de semences maraîchères, lancée grâce aux financements de bailleurs de fonds. Il dispose d'équipements de traitement de semences, d'un laboratoire de semences et de chambres froides pour la conservation et la commercialisation des semences. Les usines et les entrepôts de traitement des semences du gouvernement sont désuets et obsolètes et la plupart des producteurs de semences ne disposent pas de structures, ou d'équipements de traitement, de contrôle qualité, de conditionnement ou de conservation des semences, ce qui réduit la qualité des semences.



Tableau 2 : Productions annuelles de quatre producteurs de semences individuels en RDC

Company/region	Maize	Rice	Groundnuts	Beans	Soybeans
STRATEGOS PLANTATIONS /West	4.5	-	-	-	-
MIMOSA/East	101	1	3	3	1
MAIDIVE/South	10	-	4		2
AFME/South	4.8	-	-	1.2	-
BON BERGER/South	35	-	-	4	3.2
Total	155	1	7	8	6

La plupart des producteurs de semences se concentrent sur le maïs, qui est la principale culture vivrière du pays. La production de semences est encore faible et ne reflète pas la demande potentielle en RDC. De plus, environ 3 850 tonnes de semences (3 700 importations formelles 150 informelles) sont officiellement importées en RDC chaque année, principalement de la Zambie, du Rwanda et de l'Ouganda. Les compagnies multinationales, les agences gouvernementales (y compris SQAV, DPPV et IPAPPEL), les ONG et les distributeurs d'intrants agricoles sont les principaux importateurs, et les volumes importés dépassent généralement la production des sociétés semencières. Sans capacité de production de semences hybrides au sein des sociétés semencières locales, tous les besoins en semences d'hybrides de maïs proviennent de l'import. Par culture, le volume des importations se présente comme suit : 2 106 tonnes de semences pour le maïs ; 180,7 tonnes de semences pour le riz ; 240,5 tonnes de semences pour l'haricot ; et 1 183,9 tonnes pour le soja. Les importateurs comprennent aussi des sociétés semencières étrangères, des institutions gouvernementales nationales et provinciales (y compris SQAV, DPPV et IPAPPEL) et, dans une moindre mesure, les distributeurs d'intrants agricoles. Les instituts de recherche internationaux importent généralement des semences en collaboration avec l'INERA. Les principaux points d'entrée à la frontière pour les importations sont Kasumbalesa, Bunagana, Kasindi, Ruzizi et Boma. La plupart des importations informelles sont des semences de maïs (139 tonnes), avec peu d'importations pour l'haricot (11 tonnes) et pour le riz (moins d'une tonne). Cependant, ces statistiques sont sans aucun doute sous-estimées car certains importateurs hésitent à divulguer ces informations. Les principales sources de semences informelles sont la Zambie (par Kasumbalesa et Sakania), le Rwanda (par Bukavu et Ruzizi) et l'Ouganda (par Mahagi, Kasindi et Kabuhanga). Toutes les importations informelles se font à l'est et au sud. Aucune importation n'a été signalée dans les régions de l'ouest et du nord.

Les producteurs de semences sont organisés en associations au niveaux national et provincial ; cependant, ces associations ne sont pas en activité. Actuellement, un total de 62 producteurs de semences se focalisent sur au moins une des quatre cultures principales. Parmi ceux-ci, 25 sont des associations semencières tandis que 37 sont des producteurs de semences individuels. Sur les 62 producteurs de semences, 37 se trouvent à l'est, 13 à l'ouest, 6 au sud et 6 au nord du pays.



Le SENASEM possède quelques entrepôts et neuf usines de traitement des semences, dont la plupart sont obsolètes et certaines ne sont pas encore équipés. Notre visite sur le terrain dans plusieurs provinces a montré que la plupart des producteurs de semences (INERA, entreprises privées, ONG, associations de producteurs et producteurs individuels) ne disposent pas de structures, d'équipements et d'installations de traitement, de calibrage ou d'ensachage de semences. Ce goulot d'étranglement a un impact négatif sur la qualité des semences.

La distribution et la livraison des semences se font principalement par l'intermédiaire de la FAO, du PAM et d'ONG telles que Caritas, le Comité international de la Croix-Rouge, le Norwegian Refugee Council et World Vision International. Les semences fournies par les agences d'aide sont souvent peu coûteuses (moins de 1 USD / kg pour le maïs) mais de faible qualité, les producteurs préférant souvent utiliser leurs propres semences conservées. Actuellement, environ 5% des petits producteurs ont accès à des semences améliorées. Le marché des semences n'est pas formellement bien structuré. Il reste largement informel et, en raison de certaines zones d'ombre, il reste difficile à évaluer.

Des semences de qualité moindre sont en général fournis aux petits producteurs, achetées sur le marché local (environ 93%). Il est vrai aussi que le gouvernement s'approvisionne en semences en lançant des appels d'offres aux fournisseurs de semences privés de la région. Cependant, puisqu'il exige un prix bas pour acheter les semences (par exemple 0,9 USD / kg de semences de maïs), les producteurs n'y voient pas trop leur intérêt. Ces derniers ne répondent donc pas aux appels d'offres des ONG. En conséquence, des opérateurs semenciers peu véreux gagnent les appels d'offres et fournissent ensuite aux ONG ces semences de qualité moindre (céréales achetées sur le marché local).

Les principales agences d'aide du secteur semencier sont des agences des Nations Unies (par exemple la FAO et le PAM) et des ONG telles que Caritas, le Comité international de la Croix-Rouge, le Norwegian Refugee Council et World Vision International. Selon les producteurs de semences interrogés, les ventes de semences sur le marché d'urgence en 2016 représentaient 22% des ventes totales de maïs, 40% des ventes totales de riz, 72% des ventes totales d'haricots et 41% des ventes totales de soja.

La commercialisation des semences représente un goulot d'étranglement pour les sociétés semencières / groupes de producteurs, associé à une intervention publique limitée dans la distribution et la promotion de semences et plants de qualité. Le réseau de distributeurs d'intrants agricoles dans l'est de la RDC, promu par l'AGRA, vend principalement des semences maraîchères sans avoir des connaissances suffisantes en gestion ou en marketing. Selon le rapport de la TASAI, en 2016, il y avait 161 distributeurs d'intrants agricoles en RDC, dont 42 étaient des gros distributeurs (servant de grossistes pour approvisionner les petits distributeurs) et 117 étaient de petits distributeurs ruraux.



Politique semencière et plaidoyer

Les bureaux de coordination du SENASEM aux niveaux national et provincial qui bénéficient du soutien financier des partenaires au développement sont bien équipés et ont effectué un bon travail.

Le SENASEM est organisé comme suit : un bureau national de coordination à Kinshasa, doté de 29 inspecteurs et 18 techniciens de laboratoire et 25 coordinateurs provinciaux dont 10 bénéficient d'un soutien financier.

Ces coordinations provinciales comptent 158 inspecteurs, 72 techniciens de laboratoire, 1149 producteurs de semences et 100 producteurs de pépinières. Le ratio est estimé à 7 producteurs de semences pour un inspecteur et 16 producteurs de semences pour 1 technicien de laboratoire. La répartition des inspecteurs et des techniciens de laboratoire montre des disparités régionales en faveur des provinces soutenues financièrement par les bailleurs de fonds. Le SENASEM suit deux approches :

- Appui aux producteurs semenciers en utilisant ses ressources propres. Quarante-vingt-dix pour cent de la production est vendue au gouvernement, à la FAO et aux ONG, et les 10% restants sont en partie utilisés par les producteurs de semences et vendus à d'autres producteurs ;
- Appui aux producteurs semenciers qui ont signé des contrats avec des projets / programmes soutenus par des partenaires techniques et financiers (PTF). Le SENASEM a signé plusieurs contrats avec des partenaires techniques et financiers. Ces partenaires fournissent une assistance en termes de contrôle des semences, de certification et de développement d'outils pour la gestion des systèmes semenciers (catalogues variétaux et manuels techniques relatives à la production, au contrôle et à la certification des semences, normes pour les inspections et les analyses des semences), et contribuent à la mise en place de conseils provinciaux des semences (COPROSEM).

Plan d'actions

- Fournir des subventions pour le démarrage de huit sociétés semencières et / ou coopératives (y compris NASECO, Ets RDC, CEPROSEM) pour :
 - ° Le développement des capacités pour la production de semences de pré-base et d'hybrides
 - ° Le développement des capacités pour la production de semences de qualité, dont les variétés hybrides pour le maraîchage ; viser à augmenter la production de semences de qualité des variétés / hybrides actuelles et nouvellement introduites de 28%
 - ° Élargir le réseau de distribution des semences pour une meilleure accessibilité des producteurs grâce à des activités de vulgarisation
 - ° Améliorer les compétences en d'entrepreneuriat de 120 personnes grâce à des cours de formation professionnelle sur une période de 5ans



- ° Formations en gestion d'entreprise et administrative
- ° Amélioration des compétences techniques sur des aspects tels que les normes et qualité des semences, le traitement, une bonne conservation et la commercialisation
- Soutenir l'INERA pour assurer la supervision des essais de validation variétale pour les entreprises privées, afin d'accélérer le processus d'inscription variétale
- Renforcement des infrastructures de traitement des semences : installation d'une capacité supplémentaire de 2 tonnes/jour dans le pays, dans 2 ou 3 centres du secteur privé avec des équipements de traitement polyvalents pour la production de petits lots de semences de grands et petits calibres
- Développer un réseau de distributeurs d'intrants agricoles par la promotion d'entreprises de distribution dans les régions
 - ° Fournir des subventions à 1 000 distributeurs d'intrants agricoles en RDC pour ouvrir de nouveaux points de vente, rénover des magasins, se procurer du stock et construire des unités de stockage
 - ° Renforcement des capacités sur des aspects tels que le stockage, le contrôle qualité, les normes de sécurité, de même que la gestion des entreprises, et ceci grâce à des cours en comptabilité, gestion comptable, gestion des stocks, normes de qualité, service clientèle et la conformité. L'ensemble des 1000 distributeurs d'intrants agricoles seront formés à ces modules sur une période de cinq ans
- Vulgarisation et diffusion des connaissances et permettre une plus large adoption des variétés améliorées grâce à des subventions aux ONG pour des parcelles de démonstrations, la distribution de petits sachets de semences, etc.
 - ° Promotion et introduction d'infrastructures basées sur les TIC par le biais de divers acteurs afin d'accélérer l'adoption de semences de qualité
 - ° Des formations professionnelles seront dispensées à plus de 100 conseillers ruraux basés dans les villages sur une période de cinq ans. Des formations seront dispensées sur les aspects liés aux parcelles de démonstrations agricoles, à la formation des producteurs par le déploiement d'outils TIC
- Politique semencière et plaidoyer
 - ° Poursuivre le dialogue avec les acteurs du secteur public pour les sensibiliser quant à la mise en œuvre des lois nationales sur les semences et aux méthodes de sensibilisation des acteurs, les normes et réglementations semencières, veille et lutte contre les contrefaçons de semences et l'harmonisation de la politique régionale
 - ° Des formations professionnelles seront dispensées à plus de 240 inspecteurs sur des aspects tels que l'évaluation de la qualité des semences et la certification.



Aider pour une augmentation de la production de semences de qualité pour les cultures principales afin d'atteindre 13 639 tonnes de semences de qualité sur une superficie de 11 % sur cinq ans et 41 266 tonnes sur une superficie de 29 % sur dix ans (Figure 6)

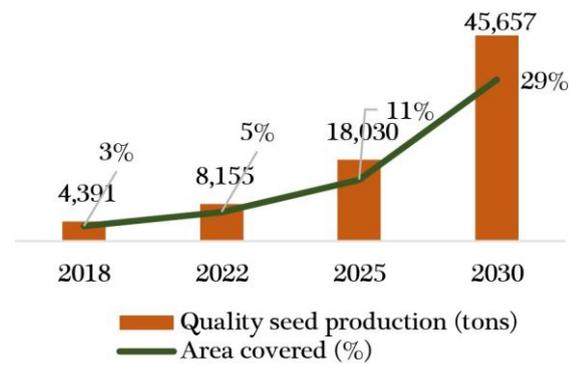


Figure 6: Projection de la quantité de semences (en tonnes) - RD

Budget

Tableau 3 : Budget de la RDC

Composantes	Montant (millions USD)					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Composante 1: Sélection et Amélioration Variétale						
Essais variétaux NARS	0,31	0,20	0,13	0,00	0,00	0,69
Production de semences de première génération	0,08	0,11	0,05	0,00	0,00	0,23
Bourses de maîtrise	0,11	0,21	0,25	0,00	0,00	0,56
Bourses de doctorat	0,15	0,30	0,00	0,00	0,00	0,45
Composante 2: Développement des Entreprises Semencières						
Subventions pour les start-ups semencières	0,23	0,23	0,15	0,15	0,00	0,75
Soutien à la multiplication des cultures végétatives	0,20	0,20	0,00	0,00	0,00	0,40
Formation sur la production de semences hybrides	0,15	0,30	0,18	0,00	0,00	0,65
Formations professionnelles	0,06	0,09	0,08	0,00	0,00	0,23
Composante 3: Distributeurs d'Intrants Agricoles						
Subventions aux distributeurs d'intrants agricoles	0,15	0,45	0,53	0,38	0,00	1,50
Développement des capacités (tenue de livres, vulgarisation, gestion des stocks, etc.)	0,02	0,03	0,03	0,00	0,00	0,07
Composante 4: Vulgarisation						
Subventions aux ONG pour des démos, des petits sachets de semences, etc.	0,56	0,56	0,00	0,00	0,00	1,12
TIC. infrastructure et soutien à la formation	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,38
Formations professionnelles	0,03	0,05	0,05	0,00	0,00	0,12
Composante 5: Politique semencière et plaidoyer						
Politique semencière et plaidoyer (réunions des bénéficiaires et des parties prenantes)	0,08	0,08	0,00	0,00	0,00	0,15
Formations professionnelles	0,03	0,05	0,03	0,00	0,00	0,11
Total	2,54	2,91	1,44	0,53	0,00	7,47